

MUSCADET :
une
réputation
jusqu'à **P. 6**
la lie



Quoi, encore ?

irrégulomadaire satirique N° 69, juillet 2010

Éléphant rose Gégé en bégaye de couleur

Les Roms sont blagueurs.
Gérard Allard, lui, est blogueur.

Les blogs, c'est pratique, ça permet de distiller des vacheries sans avoir l'air de faire des déclarations trop officielles. Une zone de test, en somme. Et puis les socialistes de l'agglomération martèlent leur mot d'ordre aggloméré sur les Roms : humanité et fermeté. Gilles Retière, le maire de Rezé, a déjà parlé en septembre 2008, des « invasions » de Roms. Contre ces barbares, Gérard Allard s'y met aussi. Entre un petit mot sur le forum des commerçants et les 80 ans de l'amicale laïque du cru, le conseiller général socialo du canton de Bouaye y est donc allé fin mai sur son blog d'un joyeux couplet sur les Roms installés à Rezé « sur la friche qui nous empoisonne tous ». En peignant leurs caravanes, ces Roms ont fait un pied de nez à l'idée de faire couleur locale et un clin d'œil à la « fête des couleurs », qui voit chaque quartier adopter une couleur et participer à une parade collective. Trépignant de couleur, le socialo se lâche : « Lorsque l'on veut revendiquer une place dans la cité, s'intégrer, comme d'autres communautés l'ont fait dans le passé sur l'agglomération, on peut s'interroger sur la méthode employée par ces groupes de familles qui résident en itinérance sur l'agglomération : arrivée organisée avec complicité (passeurs ? réseaux mafieux ?) ; installation visible et provocante en entrée de ville ; comportement asocial parfois dans les quartiers. » S'en suit un refrain sur l'État qui fait rien et les communes que se coltinent le boulot : scolarisation des gamins et expulsion.

« En attendant, et après la fête, que l'on trouve drôles ou non ces caravanes colorées à l'entrée de Rezé, celles-ci devront quitter les lieux. » Ayant essuyé des tirs de barrage nourris en commentaire sur son blog, le Gégé a fait machine arrière, reprenant un discours plus conforme, se dit « pas indifférent aux souffrances », « pense aux enfants », mais tente aussi de se justifier, insistant un peu quand même : « Certains groupes sont tout de même arrivés par des moyens illégaux et je l'ai évoqué avec la précaution du point d'interrogation (réseaux mafieux ? etc.). Vrai aussi que certains groupes ont posé ou posent des problèmes de délinquance. » Persiste et modère. On n'est pas là pour voir la vie en rose.

Boutiqueries Rom en feuilleton

C'est sur la même page du compte-rendu du conseil municipal de Nantes du 2 avril. Plein Centre et l'Unacod, deux associations de commerçants, récoltent 231 028 euros pour une animation chèques cadeaux, l'opération « des quartiers qui bougent » et les illuminations de fin d'année. À côté de ça, la création d'ateliers d'expression plastique pour les enfants roms, royalement qualifiée de « beau projet », a écopé de 675 euros de subvention. Moralité : le Rom ne vaut rien, ou le Rom ne s'achète pas ? Allez, gardez la monnaie.

Notre-Dame-des-Landes

AÉRIEN NE VA PLUS

Été en pleine confusion pour le projet d'aéroport : l'État joue les pingres tout en forçant la main aux collectivités en décrétant un financement bouclé mais très flou ; Bouygues, un des trois candidats à la construction jette l'éponge ; les projets européens d'aéroports capotent à Londres et Lisbonne. En Espagne, l'aéroport flambant neuf est déjà en faillite. Une souscription ? Si Ayrault passe le chapeau parmi vous, réservez-lui le meilleur accueil..

page 2 et 3 ►



État des lieux

L'État lime le barreau

Le financement est dans un sale état. Annonce au micro : « Désarmement du toboggan des aides et vérification des portes opposées. »

L'ABANDON de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes découlera-t-il de la crise et des reculades de l'État ? Les conversations allaient bon train lors du pique-nique des opposants au projet, sur le site, début juillet. Le désengagement de l'État pour le financement des routes et accès marque une étape. L'État avait toujours dit qu'il financerait intégralement le barreau routier. Terminé. Il ne prendra en charge que 25 % de ce gros chantier, concessionnaire, département

et la communauté de communes Erdre et Gesvres (CEG) se partageant les trois autres quarts. « On nous l'a annoncé à la mi-juin. Mais même si on voulait, on n'aura jamais les moyens, dit Jean-Jacques Kogan, élu à la CEG. Ça représente 15 millions d'euros, soit deux années complètes de notre budget... »

Les aéroports ne sont pas dans une bonne passe : ce printemps aura vu l'abandon de l'extension de l'aéroport d'Heathrow, la suspension de la construction d'un

nouvel aéroport international pour Lisbonne et d'un pont sur le Tage censé le relier à la ville, et la faillite économique de l'aéroport flambant neuf de Ciudad Real près de Madrid. Autre échec suivi avec intérêt dans le bocage nantais, l'abandon du projet de piste de formule 1 à Flins-Les Mureaux. Si la F1 devient une espèce en danger, faudrait penser à un écomusée dans le bocage. Avec du carburant au purin d'orties, ça peut attirer du monde.

L'aéroport qui ne fait pas assez de barouf

Jean-Marc Ayrault ne dort pas bien. Si les avions ne font pas assez de bruit, il pourrait bien perdre le droit de construire l'île de Nantes, son chantier fétiche.

Pour construire sous le barouf des aéronefs, Ayrault dispose d'une précieuse dérogation au « plan d'exposition au bruit » dit PEB*, de l'actuel aéroport. Dérogation suspendue à la création de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Pendant ce temps, il peut édifier l'île de Nantes. Mais fin mai, un fonctionnaire de l'État vient de dire au sein de la commission environnement de l'aéroport (l'actuel), que ce plan est « largement surestimé ». Oups ! Avant qu'il ne soit expédié en Sibérie, on a compris ces arguments : en nombre de passagers, le trafic n'a pas augmenté. Le nombre de mouvements d'avions a même diminué, tout comme les vols de nuit, spécialement gênants question chambard. D'où une copie à revoir. Ce que confirme le dernier rapport annuel de l'Acnusa, l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires, pour Nantes : « Le bruit moyen aéronautique est plus faible en 2009 qu'en 2008 ».

Explication : les zingues ne volent pas sur la pointe des pieds. Alors, forcément, ils font du potin. Les technocrates ont la parade : le PEB, outil préventif lié au code de l'urbanisme*, réexaminé tous les cinq ans en fonction des évolutions et prévisions.

Première incidence : les permis de construire en zone rouge s'en trouvent interdits ou limités « pour ne pas augmenter les populations soumises aux nuisances ». Le PEB de l'aéroport de Nantes-Atlantique a été pondu le 17 septembre 2004, doté d'une carte du bruit des avions qui a l'air d'une peau de tamaris, comme si la bestiole avait été ratatinée sous un camion. Les pattes avant de cette dépouille raplapla s'étalent entre les Sorinières et le pont de Chevire, les pattes arrière de part et d'autre du lac de Grand-lieu. La queue trempe dans le lac, la tête en pointe traverse l'île de Nantes. Les pattes droites sont plus longues, comme celles d'un dahu. Voyez un peu l'monster. Mais c'est la tête qui pose problème. Si l'étalement des décibels s'étale sur l'île de Nantes, c'en serait fini du nouveau cœur urbain, vitrine du développement et point fort du dispositif modernité-attractivité de Nantes. Cet argument d'un aéroport plus loin comme moyen de contrer l'étalement urbain, Ayrault l'a sorti le 12 octobre dernier à la presse locale : « Si nous maintenons l'aéroport de Nantes-Atlantique là où il est, il y a cette fameuse zone d'exposition au bruit qui va empêcher l'urbanisation, la construction de logements, de services, de façon inéluctable. La conséquence de ça, c'est d'aller construire encore plus loin. Et ça, ce n'est pas acceptable. »**

Pour l'écu Vert Ronan Dantec, c'est l'argument premier : « Je



pense depuis longtemps qu'Ayrault n'a pas besoin de plus d'interconnexions internationales, ni d'un nouvel aéroport. Ce n'est pas l'enjeu. Le TGV suffit pour rallier Roissy et bientôt Lyon par le barreau ferroviaire de l'Essonne (supposé entrer en service en même temps que l'aéroport de NDL s'il voit le jour). La clé de l'affaire, c'est que le plan d'exposition au bruit de l'actuel aéroport est une gêne pour l'urbanisation de l'île de Nantes, qui n'est possible actuellement que grâce

à cette dérogation à ce PEB. Se libérer de toute entrave à l'urbanisme au cœur de Nantes, c'est pourtant la clef du problème, pas la création d'un aéroport de prestige pour une grande métropole internationale». Une opinion partagée par l'ancien maire de Notre-Dame, Pierre Guillard : « Il faut limiter le survol de Nantes pour permettre à Jean-Marc Ayrault de réaliser le projet d'aménagement de l'île de Nantes qui, autrement, serait bloqué par le plan d'exposition au bruit »***.

Si pour Jean-Jacques Rousseau, le bruit sourd de « toute émotion de l'air qui se rend sensible à l'organe auditif », ce qui émeut Jean-Marc Ayrault, c'est que les avions n'en fassent pas assez. « Si l'État avoue que ce plan est surdimensionné, il n'y a donc plus besoin de dérogation pour l'île de Nantes. Et donc plus besoin de nouvel aéroport qui conditionne la dérogation. Ça offre une porte de sortie à Ayrault pour abandonner Notre-Dame-des-Landes », dit Ronan Dantec. Produire un nouveau PEB ? « Suffit de remouliner les données dans un ordinateur. Pas d'obstacle technique. Juste une volonté politique ». Une telle décision dépend du préfet. Mais comment faire cette révision sans que ça fasse de bruit ?

Félix Potin

* « Son objet est de permettre un développement maîtrisé des communes avoisinantes sans exposer de nouvelles populations au bruit engendré par l'exploitation des aéroports ». Charte de l'environnement, nuisances sonores, aéroport de Nantes-Atlantique, juin 2003

** Blog de Jean-Marc Ayrault : <http://jmayrault.fr>

*** Presse-Océan, le 4 mars 2003

Radadar

Le radar qui fait de l'ombre au vent

Echo Tango Mike Echo Romeo Delta Echo !

UN parc d'éoliennes plombé par un éventuel radar qui n'existe pas : ça ne s'invente pas. Lancé en 2003 et désormais au stade du permis de construire, un projet de trois éoliennes à La-Chapelle-sur-Erdre pourrait bien capoter. Les trois moulins à énergie sont trop près et donc incompatibles avec le radar qui desservirait le projet l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, s'il sortait de terre. Avec des si, on mettrait les courants d'air en bouteille.

Le 30 avril, une réunion en préfecture voit le responsable de l'aviation civile présenter la carte des servitudes imposées par le futur aéroport : dans un rayon de 5 km autour du radar, pas question de planter le moindre piquet qui risquerait de perturber son balayage. Plus loin, entre 5 à 30 km, c'est pas gagné non plus, les projets dans cette « zone de coordination » sont soumis à avis favorable ou non. Responsable du dossier des éoliennes pour la société Valorem, Mathieu Blandin se dit consterné : « En 2004, quand on a lancé ce dossier, le projet d'aéroport était bien connu. Personne ne nous a jamais objecté la présence future du radar. On n'aurait pas lancé les études acoustiques, sur les oiseaux et autres, et les démarches il y a sept ans, travaillé avec les collectivités, Nantes Métropole, jusqu'au permis, pour aller au conflit ». En



clair, le tribunal administratif, en espérant dédommagements. Valorem voudrait négocier avec l'aviation civile pour faire déplacer le radar : « Impossible. On gênerait d'autres gens », dit le directeur adjoint de l'aviation civile Pays de Loire. Tout ça ne tombe pas des nues, la circulaire date de 2008 ». De toutes façons, dit-il, d'autres projets d'éoliennes, moins avancés, à Blain, à Bouvron, sont déjà plombés par leur inclusion dans le périmètre du radar et dans celui du radar météo de Treillières. Élu à l'énergie à la communauté urbaine, Pascale Chiron est un peu en pétard. À quoi aura servi de mettre tant d'énergie à traiter le dossier de La Chapelle, le plus avancé de l'agglomération ? Pourquoi faire des études de faisabilité, définir une « zone de développement éolien » validée par le préfet, pour voir le même préfet contredire sa signature, sacrifiant l'éolien sur

l'autel de l'aérien ? En l'air, c'est bien connu, une rafale chasse l'autre.

Risque piaf

Déjà en janvier, l'aéroport qu'existe pas mais qui prend d'la place avait déjà fait des dégâts. L'aviation civile juge incompatible la création d'un centre d'enfouissement des déchets de Savenay, dossier pourtant préparé depuis cinq ans avec les services de l'état. Mais les experts de l'aviation civile craignent le « risque aviaire » : oiseaux rameutés par les ordures, ciel encombré de piafs, réacteurs emplumés. Les ordures et maintenant le vent. « Et si l'aéroport est construit dans quinze ans... C'est justement la durée de vie d'un parc éolien. D'un côté les amendements anti-éolien. De l'autre des contraintes dues au périmètre des radars, météo, aviation civile, militaire, qui ne cessent d'évoluer dans le mauvais sens, contre l'éolien. En Allemagne, au Danemark, en Hollande, ils ont aussi des aéroports et des éoliennes autour, sans avoir plus de crash que chez nous... », reprend Mathieu Blandin. Ce qui l'agace c'est le fossé entre les objectifs nationaux de développement de l'énergie du vent (500 éoliennes par an) et les tracasseries sur le terrain. Comme s'il y avait une volonté de mettre des bâtons dans les hélices.

Flower power

L'avion en rose

Où l'on apprend que la rose ne vient pas d'Afrique noire à pied.

C'est la fable du nuage de cendres et des roses d'Afrique. Quand cette fichue fumée de volcan islandais a perturbé lâchement l'économie, le ciel interdit de vol a laissé lamentablement sur le carreau 280 000 roses commandées par les Nantais au Zimbabwe et au Kenya, les deux premiers pays africains exportateurs. Avion jusqu'aux Pays-Bas, douane, chambre froide, reconditionnement, camion jusqu'à Nantes. « C'est vrai, pour le bilan carbone, c'est pas terrible, concède Laurent Duval à la coopérative du Val nantais. Mais le client veut une association muguet-rose, qui est bien plus vendue que le bouquet de muguet pur en grande distribution. Allez savoir pourquoi. Ça ne fait pas nos affaires, mais il faut bien faire du business. C'est comme les fleurs en hiver importées de très loin. Ou même le feuillage décoratif qui vient d'Amérique du sud, personne n'en parle ». Un nuage aura fait rater ce coup-ci. Les bouquets de muguet de chez nous ont dû se panacher « avec des œillets d'Italie et des freesias de Hollande, et quelques roses glanées in extremis ».

Petit retour sur l'industrie de la rose au Zimbabwe, démarrée en 1984, un important des plants de rosiers d'Afrique du Sud, d'Israël, de France. En Afrique australe, la rose est grosse mangeuse d'eau et de bromure de méthyle, une saloperie sensée protéger des parasites et « ravageurs du sol » que les Nations unies tentent de remplacer par d'autres substances chimiques, tant ce bromure fait de dégâts à la couche d'ozone, cinquante fois plus rapidement que les fameux CFC. Mais pour l'environnement et la santé des petites mains qui s'affairent sans protection à la culture des fleurs, le mal est déjà fait. Troubles neurologiques, nausées, pertes d'équilibre, pertes de cheveux, vue qui baisse, fausses couches ou naissances prématurées : rien que du bonheur. « Même dans les meilleures conditions, la floriculture, la plus polluante de toutes les cultures, souille les lacs et rivières à proximité des plantations »*. Plusieurs pesticides interdits en Europe, tel le Parathion ou le bromure de méthyle, y sont couramment utilisés. Au Kenya, avant d'inonder nos supermarchés, la rose assèche le lac Naivasha, rendu célèbre par le film *Out of Africa* de Sydney Pollack. La production se concentre sur les rives du lac qui a perdu en vingt ans plus de la moitié de son volume. Il faut bien irriguer les cultures et les populations amassées pour cultiver ces fleurs. Déjà gorgée de résidus d'engrais chimiques, l'eau pompée pour les bidonvilles y retourne sans le moindre assainissement. « Si aucune régulation n'est mise en place, dans moins de dix ans, le lac ne sera plus qu'un étang boueux malodorant », déplore David Harper, biologiste à l'université de Leicester et spécialiste de cette zone africaine**. Cette vie en rose n'a pas le parfum du bien-être pour les employées des serres. On peut même dire que ça pue, tant côté sanitaire, que social et environnemental. Pour parachever l'équation, le transfert en Europe exigeant fraîcheur a opté pour l'avion jusqu'en Hollande, puis le camion. Pas de quoi chipoter sur le sillage de CO₂, cette fumeuse mesquinerie bien dans l'air du temps.

* Libération, le 14 février 2004

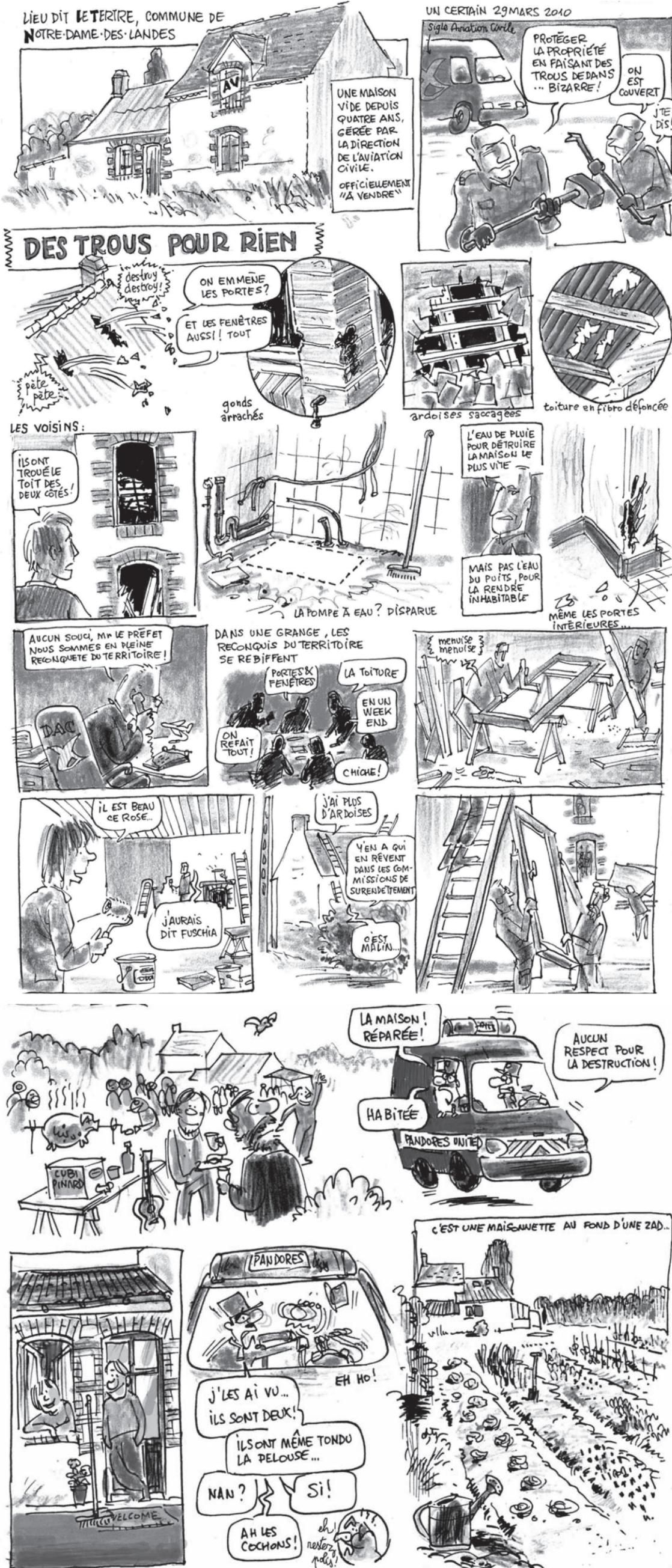
** Le Temps (Genève), le 18 février 2010

Inventaire de Z à Z

Des ziges zyeuvent la ZAD sans zapper les zig zag de la kritik zoziale. Échos du passage de la rédaction ambulante de la revue Z. En attendant les 190 pages, fruits de leurs reportages.

Ils ont déboulé en avril dernier pour un mois d'imprégnation, de rencontres, d'enquêtes. Véhiculée par un vénérable camion à tout faire, un J7 baptisé « Gigi », l'équipe de la revue itinérante de critique sociale Z ne s'est pas contentée de comprendre les enjeux de l'urbanisme, du projet d'aéroport, de la ZAD et des jardins collectifs, ou des actions de résistance en région nantaise. Ce collectif a aussi lancé des initiatives, comme la projection d'un film en plein air sur la place du bourg de Notre-Dame-des-Landes, avec tambouille à partager, débat après l'apéro au bistrot du cru. Le film relate la bagarre menée contre un projet d'aéroport par des Indiens tenaces, organisés, déterminés, qui ont gagné contre le gouvernement fédéral mexicain en 2002. L'occasion de commencer à dénouer des incompréhensions entre les paysans du coin et les nouveaux venus décidés à vivre sur place pour contrer les volontés d'aménager en force. Deux cultures différentes, qui ont besoin de temps pour s'approprier. Les échanges sur la place ont posé des jalons. Mine de rien, l'équipe de Z aura semé quelques petites bonnes graines lors de son passage. Est ainsi né le rapprochement entre diverses volontés d'écrire un livre sur Notre-Dame-des-Landes à partir de témoignages de paysans qui ont bataillé depuis le début, mais aussi d'habitants du périmètre réquisitionné par le conseil général et de nouveaux implantés, tout en s'intéressant à la place d'un tel équipement dans le « marketing

territorial » pour employer le jargon à la con. Autre étape de leur séjour, trois conférences-débats ont confronté des expériences de luttes à Pol'N. Des Finistériens de Plogoff contre le projet de centrale nucléaire aux ouvriers de Continental Clairoux dans l'Oise, en passant par Notre-Dame-des-Landes. « Un des RG, natif du coin, avait prévenu que même si y'avait que des vieux et des femmes à Plogoff, ça n'allait pas se passer tranquillement. Sa hiérarchie n'a l'a pas cru », sourit Nicole Le Garrec, venue représenter son film trente ans après. Cinq ans de mutinerie et de caractères bien trempés, contre le vent lacrymogène, la flicaille et la technocratie, ont eu raison du projet de centrale nucléaire, abandonné en 1981. « Plogoff, j'y étais avec mon paternel, quand j'avais dix ans », dit Xavier Mathieu, bouillant porte parole des Contis, venus avec cinq autres ouvriers du comité de lutte qui a mené la bataille pour une sortie honorable après la fermeture de l'usine de pneus. « Au début, les syndicats ont eu du mal à comprendre qu'on puisse demander l'avis des gens au sein d'assemblées générales qui décidaient tout : manifs, motions, actions. Même le sacage de la sous-préfecture, personne n'a dit que c'était pas bien... ». Ces Contis, l'équipe de Z les a précédemment rencontrés pour écrire leur précédente revue, sur les bagarres ouvrières en Picardie. Puis la demi-douzaine de revuistes a repris la route vers leur QG, à Montreuil pour concocter le numéro issu de cet ancrage temporaire. Un esprit de zédiction souffle sur la rentrée. Que fait la police?



Sonnant et trébuchant En toute monnaieeté

À Notre-Dames-des-Landes, début juillet, des tables rondes ont débattu de la « rélocalisation ». Pour le circuit court on repassera, ça sentait plutôt le court-circuit. Pour suivre les ateliers traitant notamment des « monnaies alternatives » et des « expérimentations autour des monnaies locales », il fallait passer à la caisse. Dix euros l'entrée. Ah, un détail, quand même. À titre expérimental, la sortie était gratuite.

Dial now! La charte d'autodélation

Avec une centaine de salariés sur 34 sites de dialyse de Vannes à la Sarthe, traitant les insuffisances rénales en coopération avec les hostos et les cliniques, l'association Echo a bien besoin d'un peu d'ordre. Au siège nantais, le directeur Bernard Bensadoun signe le 30 mars dernier une « charte d'encouragement à la déclaration des événements non désirables », sous titrée « la gestion positive de l'erreur ». Histoire de jouer les balances sans honte. On y lit qu'« il est de la responsabilité de chaque agent de communiquer spontanément et sans délai toute information sur des événements de cette nature ». Comme à tout bon

repenti de mafia, le dirlo garantit l'impunité : « pour favoriser ce retour d'expérience, je m'engage à ce que l'Echo n'entame pas de procédure disciplinaire à l'encontre d'un agent qui aura spontanément et sans délai relevé un manquement aux règles de sécurité dans laquelle il serait impliqué, et qui sans cela serait passé inaperçu. Toutefois, ce principe ne peut s'appliquer en cas de manquement délibéré ou répété ». En fait, y'a rien à gagner. Pas la moindre prime occulte. Même pas une opération de chirurgie esthétique ou une protection pour la famille. Cette charte relève d'une insuffisance vénale.

Lise Diat

Garden parti

Penser glorieuse, agir local

L'appétit vient en mangeant la laine sur le dos des autres membres du troupeau bio. Retour sur le destin d'un Vert qui a fini en méchoui.

OUVERTURE, Audace, Imagination «tion», tel était le nom audacieux d'une des motions du dernier congrès des Verts : courant majoritaire en Loire-Inférieure, deuxième au national*. Localement, l'audace créatrice a ouvert les hostilités.

Imagination

Juin 2009 : les Verts nantais sont au bord de l'apoplexie. Oublié, le pitoyable 1,93 % des présidentielles. Les voilà qui caracolent à plus de 25 % aux européennes, devant le PS. La Région, six mois plus tard, ça devient carrément gagnable ! D'accord, ce score totalement inédit est largement imputable à un électoral volatile où certains discernent les moineaux du Modem, les pigeons du PS, et quelques oies blanches de la verte attitude. N'empêche, chez les écolos, certains se prennent pour des aigles.

Didier Quéraud, secrétaire régional des Verts, est de ceux qui souhaitent rester serins, sereins pardon, en relativisant les effets durables du score, et en convoquant une AG pour en débattre collectivement. Mais François de Rugy et Jean Philippe Magnen veulent aller vite, faire cavalier seul sans le PS : « On ira aux régionales en autonomie », sifflent-ils à la presse, sans mandat.

N'osant revenir sur ce qui a été dit et répété, une première AG régionale entérine cette option à 85 %. Vote de principe. Dans les départements, les militants sont appelés à choisir leurs candidats.

Audace

L'AG 44 acte la prise de contrôle entamée : une grande partie des candidats à la candidature se fait refouler. Sur la dizaine de candidats retenus, plus de la moitié sera ensuite évincée sans ménagement. Magnen et de Rugy ont déjà fait leur marché : outre Jean-Philippe (Magnen) et Emmanuelle Bouchaud (madame de Rugy), la Loire-Inférieure enverra Patrick Naizin et Joëlle Remoissonnet. Ces deux derniers noms étonnent. Lui est un parachutik sans relief qui navigue dans les eaux du pouvoir local depuis dix ans. L'énumération des postes occupés au bas de ses emails en dit long quant au goût du bonhomme pour les breloques et les cartes de visite A4. Elle a un côté cheftaine scout toujours. Complètement inconnue fin 2008, sans expérience d'élue, parachutée du Nord, elle devient en un temps record la collaboratrice de Gilles Denigot dans un conseil général qu'elle ne connaît pas et où personne ne la connaît. La voilà désormais élue conseillère d'une région qu'elle n'a jamais arpenté ! Dans l'oïserie aux pelages chamarrés des Verts locaux, les chefs trois plumes ont



donc choisi les pires coucous. Autre hic : la Loire-Inférieure est exclusivement représentée par des urbains, Nantais ou presque mais qui ont un mérite : s'accommoder des idées des autres et des coups tordus.

Ouverture

Le casting ne s'embarrasse pas de procédures. Il y a pourtant un garant du fonctionnement : Didier Quéraud justement, qui s'énerve des règles bafouées. L'empêchement de copiner en rond est brusquement congédié, non sans avoir été copieusement insulté sur les listes de diffusion internes. Les volatiles aiment les noms d'oiseaux. Tout en pliant son parachute, Joëlle Remoissonnet, vite très en cour, déclare refuser sa confiance au secrétaire

régional, pourtant régulièrement élu depuis plusieurs années. Le tout devant un Magnen tout miel quand les porte-lingues volent dans les plumes des dindons de la farce. L'ambiance est à la franche camaraderie, la démocratie au stade post-moderne. Un environnement parfait pour les journées d'été des Verts, fin août à Nantes. « Un quarteron de généraux bios a cadennassé toutes les structures de pouvoir en Pays de la Loire, grogne un militant de base. Ce qui sera fort utile lors des assises d'Europe Ecologie à l'automne ». Les oiseaux de basse cour soignent leur développement durable.

Alain Papoli-Pietz

* Mais il y avait huit motions pour 8500 adhérents, dont 3000 élus. Petit parti, grandes dents.

Bouge ton cumul

Le cumul par dessus-tête

Elu vice-président du conseil régional, Jean Philippe Magnen devait se décumuler : il démissionne donc de son rôle d'adjoint au maire pour refiler son mandat à quelqu'un du groupe des élus écolos. Logiquement, on attendait Raphaël Romi. Ce sera Aïcha Bassal. Fondatrice des Verts, ancien collaborateur d'Etienne Tête, Raphaël Romi assiste Jean Philippe Magnen depuis le début de la mandature. Mais Romi, qui n'est déjà pas tout à fait du sérail, a eu la mauvaise idée de dire dès le début de la campagne régionale que les Verts fusionneraient évidemment avec le PS. Une prédiction juste mais pas tout à fait consensuelle, en ces temps d'autonomie.

Ces préoccupations de non-cumul sont touchantes... Jeune élue aux grands principes, Pascale Chiron avait martelé ses convictions anti-cumul lors des dernières législatives. En stage pratique, c'est convaincant : adjointe au maire et conseillère communautaire (ce qui occupe un peu tout de même), elle préside aussi deux groupes, les élus Verts au conseil municipal, et ceux de Nantes Métropole avec son vieux copain Jean-François Tallio. Côté militants, on a simplifié. Qui a pris la présidence des Verts 44 ? Pascale Chiron et Jean-François Tallio. Devant ces petits arrangements avec les règles, la base tique un peu. Vacherie de dérèglement climabasetique.



Pompier bon œil

Pas vu la couleur du camion de pompier

Y'a pas que les tartes, dans la vie. Quand il n'essuie pas la chantilly sur son plastron, il est maire de La Chapelle-Saint-Sauveur, siège au département, et le représente par exemple au conseil d'administration du SDIS. Le conseiller général Claude Bricaud s'est rendu célèbre pour avoir pris une tarte dans la figure* lors d'une réunion sur Notre-Dame-des-Landes. Depuis, sa biographie s'enrichit d'autres faits de gloire. Comme de s'être servi de sa fonction de vice président du service pompier, chargé du matériel roulant et de son recyclage, pour récupérer un camion rouge désaffecté, aussitôt réaffecté aux services techniques de sa mairie. Y'a pas de petits profits pour un patelin lourdement endetté. L'entourloupette, c'est que normalement, ce matériel de

réforme (comme on dit pour les vaches) est refilé à des associations humanitaires ou à caractère social, pas à des collectivités. C'est donc passé par une asso locale, les Amis de Raymond qui œuvre pour placer des handicapés en vacances dans des familles d'accueil. Les Amis de Raymond ont obtenu le camion mais n'en ont jamais eu les clés : ils n'ont fait que servir de couverture pour que la commune se le réapproprie. « C'est le maire qui nous a dit de faire la demande. Mais ça n'a pas été caché, il l'a annoncé à une cérémonie de vœux » dit Jean-Louis Gioverri, président des Amis de Raymond à l'époque. Claude Bricaud n'a pas voulu répondre à Lulu. Le J9 Peugeot qui n'a pas été repeint, n'est même pas rouge de honte.

* Crime à la crème, Lulu N°61, novembre 2008

ceinture

Prime minceur

Encore une facétie que la mairie de Nantes fait à ses agents. Un courrier tombe. Recalcul et pied au cul. Et voilà une prime amputée comme par enchantement. Il s'agit sans doute de préserver les maudits fonctionnaires croulant sous des revenus immoraux de flirter avec le bouclier fiscal. Le baratin administratif se garde bien d'appeler ça une extorsion de fonds. Le braquage a pris le joli nom d'« ajustement d'indemnité ». Exemple pour les personnels de la bibliothèque municipale ; les régisseurs de recettes ont été informés que d'autorité, « le montant de l'indemnité mensuelle des mandataires suppléants passe de 21,50 euros à 16,67 euros ». Circulaire datée du 27 avril. Applicable dès le 1er mai sur la paye, histoire de fêter comme il se doit le travail. Pan ! 22,5 % de baisse dans les dents. On attendra la retraite pour se payer le dentier.

SEM à tout vent

Pour le personnel, merci

Jean Blaise quitte le Lieu unique pour chapeauter les personnels de l'office de tourisme et des Machines, de la biennale Estuaire, du château et les gisants de la cathédrale. Tous sous la même tutelle, dans une super SEM menée par un Blaise désormais bombardé monsieur attractivité touristique-culturiste internationale. Vous croyiez vivre dans une ville. Pas du tout, c'est une « destination ». Pendant ce temps-là, le musée des Beaux-Arts pense à se refaire une beauté ; pendant les travaux, le personnel a le choix : ceux qui veulent rester

dans la fonction publique peuvent postuler dans tous les autres postes vacants à la mairie... sauf au musée des Beaux-Arts en question. Restent les contractuels et autres missionnés aux visites, à l'animation pour les enfants. Puisqu'il n'y a pas de travail, ils sèchent. Pour la suite, ils seront encadrés de la même manière qu'avant. C'est ce qui s'est déroulé il y a quelques temps lorsque le château est passé lui aussi en économie mixte. Des gardiens de musée se sont retrouvés dans des boulots inadaptés, en déprime... Quand on SEM, on ne compte pas.

La forme d'une ville bien vendue

INTERROGÉ sur le « Forum mondial des droits de l'homme » qu'il dirige, Franck Barrau le dit tout net : « C'est une bonne opportunité de mettre en musique le positionnement de la ville en terme de marketing. Avec un tel événement, Nantes renvoie l'image d'une certaine forme d'humanisme ». Les droits de l'homme n'ont rien d'une vieilleries bien pensante. C'est juste un argument vente appliquée à la ville. Le marketing de l'humanisme ne vend pas l'humanisme, ni même « une forme de », il tire simplement parti d'un investissement dans l'événementiel ciblé, qui consacre Nantes comme

une marchandise. En pleine période des soldes, c'était osé.

* Presse-Océan, le 29 juin 2010

LE MARKETING S'EMPARÉ DES DROITS DE L'HOMME



UNE GROIX † DEVANT UNE ÉTOILE ★

VENDREDI 18 JUIN 2010 À 16H, LA VILLE... euh, LA VILLE DE NANTES, L'UNE DES CINQ COMMUNES "COMPAGNONS DE LA LIBÉRATION", INAUGURAIT UNE STATUE DE BRONZE, EN HOMMAGE AU GÉNÉRAL DE GAULLE, À L'OCCASION DU 70^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'APPEL DU 18 JUIN LANCÉ DEPUIS LONDRES.

→ 14H : DÉPART EN FACE DE L'OFFICE DU TOURISME

→ 16H : ARRIVÉE COURS DES 50 OTAGES POUR L'INAUGURATION DE LA STATUE...

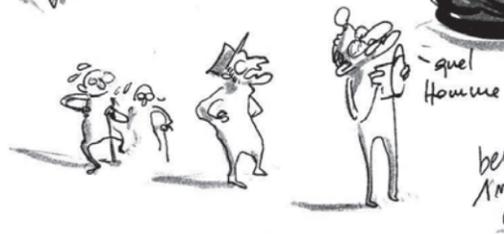


"NANTES A BIEN FAILLI FAIRE CLAMCER SES DERNIERS VIEUX.

ENSUITE, UN DISCOURS UN PEU LONG.



UNE TOUCHANTE FRANÇOISE BOUDIER (SCULPTEUR)



AAAA, NANTES VILLE D'ART, D'HISTOIRE ET DE STATUES MILITAIRES... APRÈS LE GÉNÉRAL CAMBRONNE



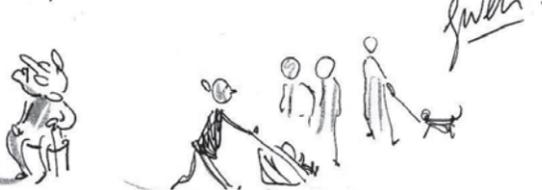
JEAN MARC AYRAULT POURRA-T-IL LUI AUSSI AVOIR SA STATUE À SON EFFIGIE? AVEC LES PLANS D'AUSTÉRITÉ NOTRE FIDÈLE MAIRE N'AURA PEUT ÊTRE QU'UN PUSTE..



QUELQUES JOURS APRÈS L'INAUGURATION LE GÉNÉRAL DE G. SE FAIT LAMENTABLEMENT VANDALISER À LA BOMBE.



ELLE SERA FINALEMENT DÉTÉRIORÉE PAR LE PRODUIT DE NETTOYAGE.



Par ici la sortie

Le papier à l'étrier

Ouest-France, accélérateur de promo publi reportée

PHILIPPE Saurel a bien de la chance. À peine son nouveau costume de patron « créateur de proximité, accélérateur d'efficacité » endossé, ce « très dynamique » entrepreneur bénéficie dans Ouest-France d'un bel encart, pardon d'un beau papier, l'article avec photo s'étalant sur deux colonnes en page départementale s'il vous plaît*. Son fait d'armes? Le rachat de la société nantaise HC

services, consortium d'ampleur mondiale, voire plus, qui emploie tout de même quatre salariés. À l'issue d'une enquête approfondie, l'article conclut que le service y est « parfaitement fiable techniquement et performant dans les tarifs ». Tout en donnant l'occasion au patron de claironner : « En plus, nous offrons la proximité, la souplesse et la réactivité ». Sûr, les boulangers aimeraient voir

leur promo ainsi farinée. Mais ne rachète pas qui veut un fonds de commerce à un descendant de la famille de Canonnettes de Canecaude. Non mais, des fois. Et honni soit celui qui chercherait un complément circonstanciel de conséquence entre cette enquête d'investigation et le poste antérieur occupé précédemment par Philippe Saurel, celui de directeur commercial de Précom, la

régie publicitaire d'Ouest-France. Pur hasard. Le journalisme de révérence n'est pas le genre de la maison, ni de l'auteur de l'article qui, quand il ne dénêche pas de tels scoops, vaque plus modestement à ses activités de directeur départemental dudit journal. Sans pouvoir résister parfois à l'appel impérieux de la religion de l'info.

* Ouest-France, le 4 mai 2010

Touche pas à mon jackpot Mise de fonds en comble

Pour les accros du jeu, les propagateurs du virus financent la recherche sur les pansements.

Nouveau jackpot pour le centre de recherche sur les accros du jeu. L'hôpital sponsorisé, pariez un peu qui a misé? Gagné! La Française des jeux, ce brave organisateur de pertes généralisées, mutualisés entre les clients. Un comble. En 2007, à la création du centre de recherche basé à l'hôpital Saint-Jacques, cette Française avait déjà financé 750 000 euros sur trois ans, les deux tiers du budget*. Le centre a déjà formé près de 300 professionnels de santé et mis en place une étude de suivi de joueurs.

Le même amateur public remet 1,25 millions d'euros au pot en 2010 pour étudier comment on devient malade des jeux. Simple hasard : avec les casinos et le PMU, la Française des jeux est justement à la source du mal. Le virus inoculé, on se rachète vaguement une conduite en subventionnant les pansements... Au-delà des bandits manchots, du tiercé et du loto, le principal virus dit « addictogène » qui rend accro est une invention récente de la Française des jeux, le Rapido: petite mise, cases à cocher, résultat immédiat, gros rythme de renouvellement du jeu toutes les cinq minutes. 250 tirages par jour, adrénaline garantie, tout pour fabriquer des joueurs compulsifs, voire dépendants. Témoignage d'une ancienne accro : « Ce jeu m'a rendue folle. J'y jouais 24 heures sur 24, je cherchais les cafés encore ouverts, je ne pensais qu'à ça. C'est comme une drogue à ciel ouvert mais sans déchéance physique. Le pire, c'est que ça ne se voit pas. Les salaires, le RMI, tout y passe et bien plus encore**». Des gens comme ça? Purs accidents. La propre estimation de la Française des jeux concède 2% de « joueurs à problèmes » et 0,45% de joueurs pathologiques, soit quand même 200 000 personnes malades du jeu.

Toute ressemblance avec d'autres « mécènes » n'est pas le fruit du hasard. À commencer par la « maison des parents » construite face au CHU de Nantes en décembre 2006 avec 2,6 millions d'euros de Mac Do, sans doute pour mieux conseiller les petits malades à se retrouver bien portants jusqu'à l'obésité; l'IEA, Institut des études avancées, ouvert au printemps 2009 avec un budget de 2,7 millions d'euros dont 13% fournis par Veolia environnement et Suez environnement, chacun connaissant « l'intérêt désintéressé » de ces deux groupes philanthropiques pour les relations Nord-Sud. Tant pis pour les jeux de mots à deux balles sans sponsor : c'est quand même l'hôpital qui se fout de la charité. La Française des jeux de mots appréciera.

* Le PMU complétait en allongeant alors 210 000 euros, l'hôpital assurant le reste.

** Métro, le 6 octobre 2009.

Guerre de position

Muscadet, un pinard de campagne

Le blanc nantais a un problème d'identité et se saoule de slogans.

Le muscadet a la tête qui tourne. À force de positionnements hasardeux, il ne sait plus trop où il en est. Dernier slogan en date : « Nantes capitale mondiale du muscadet ». Alors qu'on croyait que le plus grande ville bretonne était New York ? Allez comprendre. Mais se revendiquer de Nantes, c'est bon pour la fameuse attractivité tellement en vogue ? Une table ronde économique* a révélé les lignes de flou. « On vend dans 93 pays, et on arrive avec une ville derrière nous pour se situer géographiquement. Quand les gens savent où est la France... », dit le négociant Pierre Sauvion, directeur du groupe Lacheteau. Mettre Nantes en avant ? Pas évident. Selon Pierre-Yves Legrand directeur de la SEM Promotion économique et territoriale, « parmi les marques connues françaises dans le monde, la Loire arrive en quatrième derrière Paris, Le Mont-Saint-Michel et la Côte d'Azur. Le muscadet appartient par définition à la marque Loire ». Mais Nantes n'émarge qu'en 28^e position au classement. Alors, vendre l'étiquette Loire ? Pas exactement. « En Chine, on vend les châteaux de la Loire, dont celui de Nantes ». Problème : le château est plus de Bretagne que de Loire. La bisbille est même remontée jusqu'à l'Unesco pour délimiter le classement au patrimoine mondial de l'humanité du Val de Loire. Verdict : le château nantais est hors limites. C'est tranché. Il est et sera breton. Goût de bouchon pour les promoteurs du pinard. Muscadet from Naoned, Breizh, c'est pas vendeur ? En 2006, la campagne de promo du Comité interprofessionnel des vins de Nantes clame « le muscadet, le plus breton des vins ». Les Vendéens font la tronche et sirotent leur pissotte.

Question définition, le muscadet a déjà pas mal avalé. Picrate pour fruits de mer, « vin qui désaltère », « vin distingué, sympathique, et peut-être un peu... coquin », dit le même comité des vins du pays de Nantes en 1954, ajoutant qu'il gouleye « depuis l'ouvrier jusqu'aux tables royales ou élyséennes ». On ratisse large. « Le caractère aimable des Nantais ne semble pas affecté par l'incontestable acidité de leur boisson favorite », écrivent Gault & Millau en 1970. Faudra attendre pour une formule qui fasse rêver. En 1971, le magazine patronal Nantes réalités, n'est pas plus inspiré : « Un vin simple mais de caractère ». On ne sait pas qui l'a qualifié de « guilleret et cascadeur » mais l'expression a beaucoup servi dans les années 70. Jusqu'à ce que les communicants se penchent sur son fût.

Dessous de Gable

En 1991, on veut relever le niveau.



La campagne de promo choisit le slogan « Muscadet tu nous plais » et pour visuel Clark Gable et Constance Benett trinquant dans un film de 1935*. La photo est en noir et blanc, sur laquelle a juste été colorisé le breuvage dans les verres. Mais ce jaune pipi ça n'a rien de la robe d'un muscadet. Au même moment le comité des vins fait du « positionnement produit » dans le film de Jean-Loup Hubert « La Reine blanche », espérant associer le muscadet à une image haut de gamme. Patatras, le mumu ne figure pas dans les mains glamour de Catherine Deneuve. Le ptit blanc accompagne le mouvement de coude arsouille de Carmet, en bleu prolo. Puis virage d'image, le muscadet sera un vin de fête. De petite fête. Vin de gaité donc de guinguette. En 1998, la pub sort canotiers, fanfares et gilets rayés : « Muscadet. Les années guinguette : le blanc dans l'air du temps ». En

2001, après cette image de chapeau de paille et de liesse popu, place à l'« esprit de conquête », le slogan martial étant entonné sur des airs d'opéra. Personne ne s'y reconnaît. « On a même eu "les muscadets simplissimes", à se demander s'il n'était pas simplet. Et puis la campagne New York sur Loire où l'on recommandait de le boire bien frais, comme si on allait le servir tiède », grince Olivier Hodebert, caviste à Vertou. Résumons : le mumu est donc un vin de poisaille et de soif, popu haut de gamme, breton de Loire un peu américain, revendiquant comme fief un patelin inconnu dans le monde entier. Qu'on se le dose.

Jacques Bacuse

* Au CCO le 27 mai

** After office hours, de Robert Z. Leonard. Faut pas croire. Lulu a des fiches sur tout.

Actes de picraterie Les viticulteurs chient dans l'alcool

Les viticulteurs font leur gueule de bois : plus possible pour eux de faire des dégustations gratos sur la voie publique. De plus en plus, la loi « Hôpital, patients, santé, territoires », et les véto municipaux les en empêchent. La faute aux saloperies d'apéros Facebook, à l'insupportable principe de précaution et à l'amalgame, déplore Philippe Ménard producteur de pinard à Monnières : « On assimile le vin à un alcool en ne le considérant plus comme un produit agricole. »* Le vin, de l'alcool ? Allons donc. Du pur jus

de la terre, qu'on pitanche avec modération. D'ailleurs, il n'y a pas d'alcool dans le picrate, juste des degrés. La mise en bouteille de cette agriculture ne vise qu'à éduquer à la « consommation raisonnable » : « pas question de se déchirer la tête sur nos stands. Cela n'a rien à voir avec les beuveries d'Internet. ». Le muscadet ne saoule pas, il raisonne. Mais attention : chassez le naturel, il revient au goulot.

* Presse-Océan, le 26 mai 2010

Ploucophobie

La région se fait casser la figuration

Figurez-vous que figurant est un métier à Paris mais pas chez ces arriérés de provinciaux, où ça devient juste un cadeau qu'on leur fait.

Faciliter les tournages de films dans son fief, tel est l'objectif du bureau des tournages de la Région Pays de Loire. Plus incitative est la prime à la production pour venir en cette belle province poser ses caméras pour quelques scènes. Pour son premier long métrage, la réalisatrice Valérie Mrejen, a touché 110 000 euros de la région Pays de la Loire, plus d'un dixième du budget. Autre premier film, Toutes les filles pleurent : Judith Godrèche a récolté 100 000 euros pour deux scènes à Nantes, un mariage à la mairie, une autre dans un café. Une cinquantaine de films profitent chaque année de cette aide régionale. En échange de quoi on fait passer un casting aux locaux. Souvent pour la forme. Outre un catalogue de lieux et de décors naturels ou urbains, le bureau d'accueil des tournages fournit pourtant un fichier de comédiens et techniciens du cru, mais double l'annonce dans les journaux. Ce qui fait que le boulot de figurant (96,50 euros brut par jour, pour un cachet de douze heures) devient un loisir, une oasis dans l'ennui provincial. La province est mieux qu'un bassin de main

d'œuvre low cost. C'est un vivier de zero cost.

Tournée de Mathieu Amalric ? Figurants pas payés. Toutes les filles pleurent, Judith Godrèche ? Figurants pas payés non plus. « À Paris, ce serait impossible. En province, on se le permet... » note un acteur un peu écoeuré. Recruté sur la liste régionale, un comédien est venu de Laval à Nantes pour traverser la rue de la Fosse dans le champ de la caméra. Déplacement à ses frais et pas le moindre cachet. « Oui, mais ça vous fera de l'expérience », objecte un responsable de production à un de ces comédiens. « On n'est pas là pour se former, on a besoin de cachetons », répond ce grognon. Quand Bertrand Tavernier tourne à Angers La princesse de Montpensier, les figurants sont payés mais les postulants ont défilé pendant trois jours, près de trois cents par jour, rabattus par tous les pôles emploi du coin et rameutés par l'appel dans la presse. À quoi sert-ce de figurer sur le listing des pros du cinéma pour se faire court-circuiter ? Sans doute pour faire de la figuration. Au sens figuré.

Logorrhée

Matelote de congrès

À l'époque de Néanderthal, le logo de la cité des congrès laissait deviner le grand auditorium stylisé en gris et une barbouille dynamique — forcément — de genres de coups pinceau bordeaux et bleu. Maintenant, c'est vachement mieux. La cité internationale des congrès est renommée « La Cité, Nantes events center », et le nouveau logo arbore « La Cité » en rouge, orange et bleu. Mais il fait préciser : « Le graphisme des lettres symbolise pour le C, la mise en valeur de l'architecture du Grand Auditorium, le I représente la Grande Halle, lieu central de la Cité et le TÉ valorise la dynamique de mise en réseaux ». Récapitulons : C comme centerisation événementielle, I comme grande île, et TÉ comme travail épanouissant. Avant que Nantes

trouve sa marque, la cité lâche la sienne. Le center « souhaite s'inscrire dans la filière événementielle comme un acteur majeur dans la compétition européenne » et recrute pour une « stratégie de conquête ». Et pour brouiller un peu plus la perception du nouveau logo, la campagne de lancement le redessine en tuyaux transparents sur fond bleu, traversé par une poignée de gusses avec un slogan qui figurera en bonne place dans le bêtisier des musées du slogan : « Sur un fond bleu, expression de "l'Atlantique", la marque apparaît sous toutes ses valeurs : transparence et jeu d'équipe, par une promesse "partager à la Cité, c'est avancer mieux qu'ailleurs" ! Catalyseur d'expérience et d'échanges, le public devient acteur des valeurs de l'entreprise. » Congrégulations.

Mœurs dissolues

À pus bidasse

L'armée quitte Nantes. Sonnez trompettes, écrasez larmes. « Départ des militaires, tristesse dans les rangs », titre Ouest-France*. En treillis léopard et épaulettes dorées, la cérémonie de « dissolution de la garnison » est couplée avec une messe à la cathédrale. L'évêque a mis son grand uniforme. Le sabre n'est décidément jamais loin du goupillon. Et qu'est ce qu'on pleure ? Le démantèlement de bidasses et de badernes. Qui n'ont même pas perdu leur boulot. Ptits joueurs.

* Le 31 mai 2010

Bataillon unique

Commentant l'annonce passée pour recruter un successeur à Jean Blaise, Ouest-France présente le Lieu unique comme un « centre d'art disciplinaire ». L'art vivant a donc désormais son bataillon disciplinaire. M'ferez vingt pompes de non danse, et 50 bornes de crapahuts chorégraphiques!

* le 17 juin 2010

Aux petits soins du personnel

La blancheur des blouses n'attend pas la longueur des années

ET ça réclame des hausses de salaire ! Les petites mains de Vedici sont ingrates envers qui les nourrit. Les Christiane, Sylvie et autre Annie crachent sur la bonté de leur employeur, la clinique nantaise Brétéché. Exemple avec cette agent de service, gratifiée pourtant d'un salaire net mensuel de 1150 euros après vingt ans de pré-

sence, alors qu'elle ne sacrifie qu'un week-end sur quatre aux gardes. Sa collègue, aide-soignante, gagne même 1310 euros après 25 ans de maison*. Elles sont pas croyables, ces prolotes qui cachent leurs bleus sous des blouses blanches : royalement rémunérés au-dessus du Smic (1055 euros nets, base 35 heures) et toujours pas contentes de

leur traitement. Elles pourraient avoir un peu de pudeur au moment où leurs cousins grecs boivent la tasse sous le radeau ivre de l'Europe néolibérale. Surtout que leur patron actionnaire, le groupe Vedici, propriétaire des lieux depuis 2008, se saigne aux quatre veines pour « sauver des établissements en grande difficulté financière » avec « le sens du

respect » pour seul souci. Et c'est parce qu'il a trop de respect pour le passé de la maison qu'il maintient le personnel au plus bas de la convention collective. Fort de cet esprit philanthropique, Vedici est devenu en dix ans le cinquième acteur hospitalier privé en France (23 sites, 2 650 lits, 5 000 salariés, 280 millions d'euros de chiffre d'affaires). Avec Nantes

en guise de place forte (cinq cliniques). Cet amour pour son patient émeut jusqu'au portefeuille des ténors de la culbute financière internationale : dans un fraternel pas de quatre entre gens de bonne famille, après vous je vous en prie, non je n'en ferai rien, les généreux fonds 3i et NI Partners viennent de remplacer au capital de Vedici leurs cousins siamois Apax et Altamir Amboise. L'assureur Axa conserve, lui, son couvert au tour de table et autour de la table. Les nouveaux convives apportent le dessert : 100 millions d'euros pour poursuivre « la stratégie de croissance externe » et sauver de la misère le monde médical. De leur côté, après quatre ans de présence au capital de Vedici et pour prix de leur désintéressement, Apax et Altamir Amboise empochent environ six fois leur mise initiale, soit un modeste gain de 80 millions d'euros. Pas de quoi fouetter une bactérie. La preuve que l'affaire rapporte des peccadilles : pour racheter les murs des cliniques, Vedici doit faire appel aux sous d'Icade, filiale de cette bonne mère qu'est la Caisse des dépôts : c'est que la pierre rapporte moins que le bistouri, surtout que l'évolution constante de la réglementation impose régulièrement de coûteuses remises aux normes des locaux. Alors, autant que ce soit la République qui les supporte afin de libérer des contingences matérielles le capitalisme qui a déjà assez à faire avec les tracas que suscite « la gestion des ressources humaines », a fortiori lorsque le petit personnel se fait revendicateur. Au point de dégoûter l'investisseur anglais 3i dont le directeur Marc Benatar dévoilait récemment s'intéresser aux hôpitaux français car « la production y est plus élevée et le personnel souvent moins bien payé qu'ailleurs »** ? Ce que contredit un peu la victoire des grévistes qui ont décroché une prime à la hausse, et la revalorisation de leur point d'ici 2013. Qui osera dire que ce système de santé soigne surtout les investisseurs ?

* Ouest-France, le 10 mai 2010
** www.healthcareuropa.com

Triple BUZZ agence de com'



Plage indoor
Le bowling du Petit Port ayant tiré son rideau, la Ville de Nantes va en faire autre chose. Concept : un village sportif gri-gli (grimpe et glisse) mais aussi une « mer de sables » ainsi définie : « sport de plages et pratiques émergentes ». C'est quoi ces tiques qui émergent ? Quand faut-il s'inscrire au club des puces de mer ?

L'ordure n'est pas le père Noël !

La benne à ordures libre et non faussée

Les éboueurs ne ramassent pas les parts de marché. Que fait la police des poubelles?

PAR tous les temps, ils ramassent la merde que la ville produit inlassablement. Quelque 600 tonnes par jour. Qu'il vente, qu'il pisse comme vache, ils sont là, à courir pour tenir la cadence derrière la benne. Un boulot ingrat mais indispensable, le plus souvent invisible pour la majorité des citoyens, fournisseurs réguliers en déchets ménagers, dans une période où tout est fabriqué pour être jeté au plus vite. Début février, ces éboueurs-là étaient en grève. Une petite semaine, réponse des gars des poubelles à un projet de réorganisation qui veut éclater le dépôt central en trois entités distinctes. Des esprits chagrins y ont vu un bon moyen de diviser pour réduire l'influence syndicale, en ce bastion des pros de Nantes Métropole, où l'on emploie plutôt des cadres et des cols blancs. Autre crainte, une mise en concurrence des trois unités créées pour faire dégager par les éboueurs eux-mêmes des «marges de productivité» comme disent les guerriers du management libéral désormais *embedded* dans le service public. Sur un effectif de 170 agents sur le site, 90 % sont opposés à l'éclatement. Et la grève est suivie à 70 %.

A la différence du concept sarkozien selon lequel, de nos jours, les grèves, on ne les voit même pas, une grève de la collecte des ordures ménagères, ça se voit tout de suite, et dès le premier jour. Plein la rue. Et comme l'accumulation de sacs poubelles pose d'emblée plusieurs problèmes, sanitaire, bien sûr mais surtout d'image pour la Ville, le rapport de force ne traîne pas trop. Fausse note pour une ville qui veut sa place dans le concert européen. On a beau être socialiste, la notion de propre s'impose comme une priorité bien avant le social. L'élus au personnel, Bolzer menace de faire donner la troupe pour dégager l'entrepôt des bennes, envoie de toute façon l'huissier dès la deuxième heure de blocage du garage des camions bennes à la Morrhonnière. Question dialogue, c'est du brutal. Finalement on ne traîne pas, ou plutôt si, on traîne le syndicat devant un tribunal, cinq jours après le lancement de cette grève très suivie. Ce qui, dans l'histoire des relations sociales avec les éboueurs, marque un évènement sans précédent : première assignation en justice lors d'un conflit. La justice a suivi, condamnant à une astreinte de 500 euros par heure toute poursuite du blocage du dépôt. Ce qui met fin aussitôt à la grève.

Si le mauvais traitement infligé au service public n'a rien d'un sport local, la version nantaise pourrait tout aussi bien lorgner vers une privatisation progres-

sive du service. Evidemment, les dirigeants de Nantes métropole jurent leurs grands dieux que jamais, ô grand jamais, on ne va privatiser, quelle horreur. Pas très crédible quand on sait que la majorité des maires de la couronne nantaise ont déjà confié leurs tournées de poubelles à des firmes privées comme Veolia qui a le quasi monopole. Ironie du sort, Michèle Gressus, maire de Bouguenais, en charge du dossier ordures à l'agglomération, a négocié avec les éboueurs nantais, leur jurant, main sur le coeur que la privatisation, pas question. Tout en signant de l'autre main avec le groupe Suez.

Privé contre privé contre public

Un coup de canif au monopole permet de remettre la pression sur le prestataire: Rezé, Saint-Sébastien et Bouguenais ont changé d'opérateur depuis avril, le marché retiré à Veolia pour le refileur à Sita, du groupe Suez, retenu pour son effort significatif sur la facture. Ce chassé-croisé des opérateurs garde le même personnel. Seuls Nantes, Le Pellerin, La Montagne sont encore en régie directe, administrée par la municipalité sans sous-traiter le service public. Quand la recherche effrénée de rentabilité rencontre le service public, ça donne quoi? : « La collecte une seule fois par semaine va se généraliser, y compris à Nantes, à partir de septembre 2011, dit Pascal Lemerle, délégué CGT Nantes métropole. La mise en concurrence du public par rapport au privé est un mode de gestion. On utilise les formules adoptées par le privé pour faire pression sur le personnel des régies municipales ».

Mais la recherche de rentabilité

en passant par des opérateurs privés brasse son lot d'absurde: À Rezé, Sita n'a pas prévu de faire l'enlèvement des encombrants. Ce sont donc les éboueurs de Nantes métropole qui s'en chargent.

Proximité un peu mitée

Sous couvert de «proximité du service», c'est à dire d'économie de trajet, de carburant, donc d'écologie et de bonne administration des deniers publics, on va donc déménager le dépôt des bennes en trois sites, centre de gros dans un entrepôt en location vente, et en construisant deux nouveaux bâtiments de toutes pièces, prairie de Mauves, puis dans le bas de Chantenay, vers 2013 ou 2014. Les chauffeurs des bennes ne voient pas comment ce système diminuerait vraiment la longueur de leurs trajets, les lieux de vidages des ordures ordinaires et du tri sélectif de la formule TriSac se multipliant, à l'est et à l'ouest de l'agglomération. Récupérés en même temps, les sacs bleus et jaunes sont séparés prairie de Mauves. Les bleus sont brûlés sur place ou à Couëron, les jaunes triés manuellement à Couëron, à l'ouest. « Et on les fera où, les pleins de carburant? Y'aura trois stations? » ricanent les chauffeurs. Trois stations, donc trois circuits de camions-citernes de carburants différents pour remplir les cuves... Proximité, écologie? Ce redéploiement des éboueurs se fait en même temps qu'est supprimé le pôle de proximité de Nantes-Métropole pour Bellevue-Le Breil. Tout ça pour passer de dix pôles actuellement à sept pas plus. Comme quoi, dans les meilleurs projets, y'a du déchet.

Jacques Dzeripper



Bagatelle

Kita père fouettard

Les footballeurs sont de grands enfants. Non, on ne parle pas des Bleus qui mériteraient une prime spéciale pour avoir fait rigoler toute la planète. Il s'agit de nos footballeurs à nous, les Canaris. Ces facétieux sportifs de la baballe se sont fait punir par le papa-patron. Privés de paye, les loustics, parce qu'ils n'avaient ni rendu l'auto louée pour la saison ni payé leur loyer. Le FC Nantes s'étant porté caution, le club n'a rien trouvé de mieux que de retenir la paye pour forcer ses salariés haut de gamme à rapporter la bagnole et à zinguer leurs proprios. Un de ces traîne-savate à crampons émergeant à 30 000 euros par mois aurait trois mois de loyers en retard, balance Gilles Favard, éminent conseiller du président*. Ce n'est pas tout : un

des footeux de luxe doit 67 000 euros de pension alimentaire à son ex, et 180 000 euros au fisc. Il y a même un joueur « qui a dû passer le tractopelle sur sa pelouse, car j'ai un devis sur mon bureau pour refaire son jardin de plus de 20 000 euros », ajoute Favard dans 20 minutes, pestant contre la ribambelle d'huissiers qui viennent toutes les semaines au club qui s'est porté caution : « Nous, on a passé une saison de merde, eux (les joueurs), ils passeront des vacances de merde. C'est moi qui ai bloqué les salaires (...) Ils ne vont pas me les briser longtemps. Le club Med au FC Nantes, c'est fini ! » Allez les sales gamins, au coin ! Et on n'a pas dit corner.

* 20 minutes, le 16 juin 2010

Misère en milieu étudiant

Le foyer des étudiants cathos repris en main. Gestion confiée par l'évêché à la communauté charismatique Le Chemin neuf. Messe matin et soir, chapelle ouverte en permanence, cureton au coin du corridor. Mais attention « On n'obligera personne à croire ». Mieux, les filles devront se tenir à carreau. Interdiction de recevoir des mâles dans leurs piaules et inversement, sous peine « d'exclusion immédiate ». C'est pas comme ça que ça a commencé mai 68? De la misère sexuelle en milieu étudiant catho, il en sortira bien une révolution de bénitier.

* Ouest-France, le 23 juin 2010

Jeter la pierre

Même si un adage prétend que tout ce qui tombe du ciel est béni, n'approchez pas des bénitiers, c'est dangereux. Très dangereux. Les « boutiques à messe », avec l'âge, ça tombe en botte sur les paroissiens*, qui ne portent pas toujours de casque. À Fontenay-le-Comte — oui, oui, c'est bien un patelin en Vendée —, Françoise Springer sortait de la messe, comme ça, incidemment, et ça lui est tombé dessus comme une masse. Un bout de l'église. Sur son pare-brise. Moralité : Dieu vous les pare-brise menu.

* Ouest-France, le 16 février 2010

La vie de château

À BOUAYE, une bisbille oppose le proprio d'un château du XVIII^e à la mairie (du XXI^e) et Nantes métropole qui ne veulent pas financer la restauration du château de La Sénaigerie. Le proprio crie au scandale et avance un argument massue : l'emploi. Sauf que le boulot en question, c'est la « création d'emplois pour 20

personnes en chantiers d'insertion ». Le châtelain ajoutant : « Tant pis pour les 15 familles de Bouaye qui pourraient vivre des activités nouvelles de La Sénaigerie... ».

Et voilà comment un contrat d'insertion passe pour un objectif économique et social. La vie de château, chapeau!

* Citizen Nantes, le 11 juin 2010

Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro: Jules de chez Smith, Alan Greenspanne, Nicolas de la Casinière, Tony Bintje, Gwen. Mise en page: Pascale Hibrage. Directeur de publication: Nicolas de la Casinière. N° ISSN: 1270-4911 - N° CCPAP: 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lettre à Leuleu. Tirée à 3500 ex. sur papier recyclé par LNG, 13 rue Lavoisier, 44980 Sainte-Luce-sur-Loire.

Les archives du journal sont sur lalettrealulu.com

Les textes publiés sont «copyleft». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
email :

chèque à l'ordre de
La Lettre à Leuleu
11 rue des Olivettes
44000 Nantes